

Blagnac, questions d'histoire **59**

Revue Semestrielle d'histoire locale - avril 2020

Crues
et inondations
à Blagnac
p.1

Les Trappistines
fondent le monastère
de Blagnac
p.10

La Résistance
dans la région
de Toulouse
p.21



16 septembre 1944, sur le tarmac de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, de gauche à droite, le colonel Serge Ravanel, le président du gouvernement provisoire de la République Française, Charles de Gaulle et le commandant Saget. ((Photo Jean Dieuzaide - AM de Toulouse)

p.29
L'éligibilité des femmes
et la municipalité blagnacaise
d'après-guerre

p.38
Voyage vers la liberté
De la mer de Chine aux rives
de la Garonne

p.48
Le Jumelage
Blagnac-
Buxtehude



À l'occasion du 75^e anniversaire du 8 mai 1945, date de la fin officielle de la Seconde Guerre mondiale, le Comité de rédaction présente deux articles : l'un sur **les résistants de notre région** et notamment, sur Pierre Benech qui vient de nous quitter et l'autre, sur **le droit de vote et d'éligibilité des femmes acquis en 1944**, grâce, en grande partie, à leur engagement dans les mouvements résistants mais aussi à des décennies de revendication.

À PIERRE BÉNECH

IN MEMORIAM

La Résistance dans la région de Toulouse

par *Alain Lauret*

Des noms, Pierre Bénech, Lucien Béret, Robert Caussat, Angèle Del Rio Bettini, Alice Cantèle, Léon Contie, Jean-Louis Puig, Serge Ravel, Marie-Madeleine Giguet, Germaine Ricard et bien d'autres encore, restent gravés dans les mémoires.

Ce sont ceux des hommes et des femmes qui ont été la Résistance dans la région de Toulouse entre 1940 et 1944. La récente disparition de Pierre Bénech (BQH n° 58), nous offre l'occasion d'évoquer leur action et, parfois, leur sacrifice.

Après des débuts hésitants et dispersés, la Résistance toulousaine se structure dans le courant de 1941, en liaison avec les mouvements qui s'organisent progressivement dans le Midi de la France non occupé. Mais c'est l'entrée de la Wehrmacht à Toulouse, le 11 novembre 1942, qui donne à la Résistance toulousaine son élan décisif. En liaison avec les maquis organisés dans la région, la Résistance va jouer un rôle essentiel dans la libération de la ville en août 1944.

PREMIÈRES INITIATIVES ET PREMIERS PÉRILS

Au lendemain de l'Armistice qui entre en vigueur le 25 juin 1940, Toulouse et sa région se trouvent dans le Midi de la France non occupé, soumises au gouvernement du Maréchal Pétain qui s'installe à Vichy, le 1^{er} juillet 1940. Dans l'atonie qui caractérise cette période, les premières actions de Résistance sont sporadiques et isolées. Des tracts, des journaux écrits à la main ou photocopiés commencent à circuler. Des inscriptions fugitives apparaissent sur les murs. Mais il faut attendre novembre 1940 pour que l'on enregistre la première action concertée et d'une réelle ampleur. Le 5 novembre 1940, le Maréchal Pétain est à Toulouse où il est reçu avec enthousiasme par la population qui déferle dans les rues. Lorsque la voiture s'engage rue d'Alsace-Lorraine, des papillons voltigent dans les airs. Des tracts, lancés depuis le toit du n° 13 de la rue par « une ingénieuse machine ressemblant à une tapette à rat » (rapport de la police toulousaine) s'abattent sur le cortège. Aucun de ces tracts n'a été conservé. Mais il



Angelita Bettini
del Rio,
salle des Illustres
de la mairie
de Toulouse
pour sa décoration
de la Légion
d'honneur en 2010 -
photo
Remi Demonsant

semble qu'ils étaient inspirés par un article d'un journal clandestin, « Avant-garde », sur le « Maréchal félon ». Robert Caussat, l'animateur du petit groupe responsable de ce coup d'éclat, est arrêté et condamné à deux ans de prison qu'il purgera à la centrale de Nîmes et Angèle del Rio Bettini est emprisonnée à la prison Saint-Michel. Elle avait 18 ans.

Cependant, dès le début de 1941, les premiers réseaux de Résistance se mettent en place dans une assez grande confusion. Sous le commandement de Jean-Pierre Vernant, professeur de Philosophie au Lycée de garçons (Lycée Pierre de Fermat), un réseau « Libération » se développe rapidement. Dès ses origines, Pierre Bénéch est un de ses responsables le plus actif. À peu près à la même

époque, Pierre Bertaux fonde un second réseau, qui, reconnu par Londres, bénéficiera, le 11 septembre 1941, d'un premier parachutage dans la région de Pibrac. À Blagnac, on peut rappeler l'initiative du restaurateur Paul Vergé qui, en mars 1941, dirige un « Groupe de libération de Blagnac ». C'est au sein de ce groupe, dont elle était le principal agent de liaison, qu'a travaillé Germaine Ricard. À Toulouse, dans les mois qui suivent,

s'implantent progressivement des antennes des autres grands mouvements nationaux comme « Combat » ou « Franc-Tireur ». Raymond Naves, Professeur à la Faculté des Lettres, est responsable de « France au combat » en zone sud. Désigné, en 1943, comme maire clandestin de Toulouse, il est arrêté au printemps de 1944 par les Allemands. Il mourra quelques mois plus tard au camp d'Auschwitz. Toulouse voit également la naissance dans la librairie d'un émigré italien, Silvio Trentin, rue de Languedoc, d'un mouvement « Libérer et fédérer » qui se définit comme socialiste révolutionnaire mais qui ne s'implante que dans la région. Pour développer leur action et se faire connaître de la population, ces mouvements publient des journaux clandestins dont la réalisation est



à gauche,
Germaine Ricard -
collection privée

assurée à Toulouse par les imprimeries de Castelvi et des frères Raoul et Antonin (Henri) Lion, où travaille Georges Séguy, le futur Secrétaire général de la C.G.T. Arrêtés sur dénonciation en 1943, les frères Lion et Georges Séguy, qui à cette date a 17 ans, seront déportés au camp de Mauthausen. Seul, Georges Séguy est revenu de déportation. L'année 1942 est marquée par un incontestable progrès de l'esprit de Résistance dans une partie de l'opinion. Un événement va en fournir l'illustration. Le développement de la politique antisémite, acceptée par le Gouvernement de Pierre Laval à l'initiative des Allemands, a provoqué une réaction de l'archevêque de Toulouse, Monseigneur Jules-Géraud Saliège, réaction qui constitue un authentique acte de résistance. Sa protestation contre les arrestations et les déportations de Juifs et de Juives lue dans



22 août 1944 -
obsèques des héros
de la Résistance -
au centre
l'archevêque
Saliège -
Fonds
photographique
Dieuzaide -
Archives
municipales
de Toulouse

toutes les églises du diocèse, le 23 août 1942, a eu une répercussion considérable sur une grande partie de la population.

DÉVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS

Mais le véritable tournant dans l'évolution de la Résistance dans la région de Toulouse se produit, comme dans le reste du Midi de la France, le 11 novembre 1942, jour de l'entrée des troupes allemandes dans la « zone libre ». Cette décision allemande peut être considérée comme une véritable rupture de l'armistice et la soumission au gouvernement de Vichy n'est plus qu'une fiction. Les conditions de vie sont de plus en plus difficiles et la présence de la police allemande, la tristement célèbre Gestapo, multiplie encore les dangers.

Pierre Laval, revenu au gouvernement en avril 1942, accentue la fascisation du régime en instituant, le 30 janvier 1943, la Milice qui va travailler en collaboration étroite avec les Allemands. À Toulouse, Pierre Bénech conduit l'action la plus complexe et la plus difficile de sa carrière de Résistant. En février 1943, sur l'injonction de ses chefs, il s'inscrit à la 5^e centaine de la Milice. Il peut ainsi transmettre à la Résistance des informations très importantes et très variées : liste de membres de la Milice ou des Partis favorables à la Collaboration ; plans d'usines ou d'installations stratégiques, comme la Poudrerie, la Cartoucherie ou les aérodromes ; plans des installations des gares Matabiau et Raynal. Sur le point d'être démasqué, il rejoint l'état-major de Jean-Pierre Vernant. En fonction des exigences allemandes pour pallier l'insuffisance de la main-d'œuvre en Allemagne, l'instauration du S.T.O. (Service du travail obligatoire), le 16 février 1943, aggrave encore les préoccupations de la population. De jour en jour, les réfractaires au S.T.O. sont de plus en plus nombreux. Ils vont constituer, dès la fin de l'année, le vivier de recrutement des maquis.

Dans ces conditions, les responsables de la Résistance toulousaine sont confrontés à une double obligation. Ils doivent, tout d'abord, assurer l'unification des différents

*Marcel Langer au
Jardin des Plantes de
Toulouse -
La sculpture
symbolisant la
Garonne et l'Ariège
se trouve
aujourd'hui Place
St-Michel -
Musée national
de la Résistance,
Champigny-
sur-Marne*



réseaux jusqu'alors relativement éparpillés. Ce sera le résultat de l'action de François Verdier, Forain dans la Résistance. Juge au Tribunal de Commerce de Toulouse, François Verdier s'engage très tôt dans la Résistance. Il devient le chef régional de « Libération » puis, en 1943, celui des M.U.R. (Mouvements unis de Résistance), nés de la fusion des trois grandes organisations de zone sud. Nous évoquerons un peu plus loin sa fin tragique. Il fallait également développer l'action militaire directe contre les troupes d'occupation. Deux mouvements vont s'illustrer dans ces actions à hauts risques. Créé en 1943 par Marcel Taillandier, le groupe Mohrange se donne comme tâche d'exécuter, après jugement, les agents allemands,

les collaborateurs et les dénonciateurs. Plus spectaculaires, les attentats organisés par la 35^e brigade F.T.P./M.O.I. créée par Marcel Langer, un juif polonais. Formée essentiellement d'ouvriers étrangers, la 35^e brigade est très représentative de certaines unités de la Résistance toulousaine. On y trouve en effet de jeunes résistants communistes, souvent d'origine juive, originaires d'Europe centrale ou orientale, des antifascistes italiens et des Républicains espagnols. Au début de 1944, la brigade multiplie les interventions contre les troupes allemandes. Le 1^{er} février 1944, une très violente explosion ravage le cinéma « les Variétés » à Toulouse, cinéma fréquenté habituellement par les soldats allemands. L'attentat a fait trois morts, dont Rosine Bet de la brigade M.O.I., et de très nombreux blessés parmi les spectateurs français. Il semble que la bombe ait explosé prématurément tuant ceux qui la manipulaient. Quelque temps plus tard, dans la nuit du 1^{er} au 2 avril vers vingt-trois heures, un attentat, minutieusement préparé depuis plusieurs semaines dans la montée de Purpan, pulvérise une rame – une motrice et deux baladeuses – du 66 spécial qui ramenait à leur cantonnement des soldats de la Wehrmacht. Le bilan est très lourd : 19 morts, dont deux employés de la S.T.C.R.T., et de très nombreux blessés. Mais les réactions de la population contre ces attentats qui font d'innocentes victimes françaises, sont mitigées et, parfois, très violentes. Devant cette réprobation, la brigade M.O.I. renoncera à ce genre d'action. Il faut remarquer, d'ailleurs, que les activités de certains Résistants peuvent être plus discrètes et pourtant efficaces. À Blagnac, le docteur Léon Contie, engagé dans la Résistance à partir de 1942, organise, selon les consignes nationales, la Résistance médicale : soins donnés aux Résistants malades ou blessés ; fourniture de médicaments ; établissement de certificats médicaux pour les Juifs, les Résistants et les réfractaires au S.T.O.

À la même époque apparaissent les maquis dans les zones reculées et boisées. Ces maquis, qui vivent souvent dans des conditions matérielles très difficiles, deviennent en quelque sorte les bases arrière de la Résistance. C'est le maquis de Saint-Lys qui a regroupé le plus grand nombre de Blagnacais, recrutés en grande partie dans les milieux du rugby. Ce maquis a joué, nous le verrons, un rôle important dans la libération de

Toulouse. On peut également relever la formation de « Corps francs » à l'initiative d'officiers de l'Armée de l'Armistice, dissoute en novembre 1942. Les plus célèbres de ces « Corps francs » sont celui du commandant Pommiès et celui de la Montagne Noire. Au printemps de 1944, conformément aux consignes nationales, ces organisations de Résistance multiplient les actions pour paralyser les troupes d'occupation : « Plan vert » pour le sabotage des voies ferrées ; « Plan violet » pour le sabotage des circuits téléphoniques. Le contrôle des routes secondaires prive également de leur liberté de manœuvre les Allemands, qui au début de l'été ne contrôlent, et souvent difficilement, que quelques axes principaux.

Très rapidement, au lendemain de leur installation à Toulouse, les Allemands mettent en place leur système policier, S.S. et Gestapo. Nous ne retiendrons que trois exemples, parmi tant d'autres, pour montrer la férocité de cette répression nazie à laquelle participent, hélas, des éléments français. Arrêté le 5 février 1943 à la gare Saint-Agne porteur d'une valise bourrée d'explosifs, Marcel Langer est condamné à mort pour atteinte à la Sûreté intérieure de l'État par le Tribunal spécial de Toulouse après un terrible réquisitoire de l'avocat général Pierre Lespinasse. Parce que Marcel Langer est un étranger, juif, communiste et terroriste, l'avocat général a demandé la mort. Marcel Langer est guillotiné, le 23 juillet, dans la cour de la prison Saint-Michel. Le 10 octobre 1943, l'avocat général Lespinasse est abattu rue de Metz par un commando de la 35^e brigade devenue la brigade Marcel Langer. À partir de l'été 1943, la répression s'intensifie. Membre du « Cercle d'activité socialiste », dont Raymond Naves est le Président régional, Lucien Béret joue un rôle actif dans le réseau « Brutus » spécialement chargé de la collecte d'informations transmises à Londres. Travaillant au service du tri postal, il a pour mission d'intercepter le courrier de la Gestapo. Arrêté le 9 octobre 1943, il est affreusement torturé au siège de la police allemande. Il meurt



*Lucien Béret
au tri postal
en 1941 -
photo de famille*

huit jours après son arrestation. Mais Lucien Béret n'a pas parlé sauvant ainsi les membres de son réseau. Quelques mois plus tard, une opération de police, minutieusement organisée par la Gestapo renseignée par des délateurs infiltrés dans les réseaux de Résistance, permet aux Allemands de démanteler la direction des M.U.R. Dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943, l'opération « Minuit » développe un plan d'arrestations dans toute la région. À Toulouse, il s'agit de François Verdier, qui sera assassiné en forêt de Bouconne, le 27 janvier 1944, de Maurice et Juliette Espitalier et d'Yvonne Curvalle. La chasse à l'homme s'étend à Foix (Irénee Cros), à Saint-Gaudens (Capitaine Gesse), à Mirande, à Caussade.

LA LIBÉRATION DE TOULOUSE

Au lendemain du débarquement des Alliés en Normandie (6 juin 1944), malgré les appels de Pierre Laval et du Maréchal Pétain lui-même, une véritable situation insurrectionnelle se développe très vite. À Toulouse, on se rend compte rapidement

22 août 1944 -
obsèques des héros
de la Résistance -
de g. à d.
Serge Ravanel,
Pierre Bertaux et
Albert «Jean»
Carovis -
Fonds
photographique
Dieuzaide -
Archives
municipales
de Toulouse



que la ville, très loin de la zone des combats, devra se libérer elle-même, ce qui impose à la Résistance toulousaine des responsabilités particulières. Dans les semaines qui précèdent la Libération, les responsables définissent les structures qui seront mises en place dès le départ des Allemands. Conformément aux directives du C.N.R. (Conseil national de la Résistance), un Commissaire de la République, Jean Cassou, est désigné pour remplacer le Préfet de Vichy. Il est assisté d'un C.R.L. (Comité régional de Libération), présidé par Jean Carovis. Le Commissaire de la République supervisera le C.D.L. (Comité départemental de Libération), attribué à Pierre Bertaux, et le C.L.L. (Comité local de Libération), chargé de la gestion de Toulouse. Cette responsabilité est confiée à Raymond Badiou, qui sera, plus tard, maire de la ville. Sur le plan militaire, le général Koenig, Commandant national des FFI, a nommé Serge Ravanel, promu à ce titre au grade de colonel, commandant de la région R 4. Serge Ravanel a comme adjoint Jean-Pierre Vernant (Colonel Berthier) pour la ville de Toulouse.

Pour faire face à l'insécurité qui se développe partout, les Allemands, renforcés souvent par la Milice française, multiplient les repréailles qui n'épargnent pas la population civile. Le 10 juin 1944, le village de Marsoulas est attaqué par les S.S. de la division « Das Reich », qui font 27 victimes (11 enfants, 10 hommes et 6 femmes). Entre le 10 et le 12 juin, conformément à un véritable « plan de lutte antiterroriste », la division poursuivra son action à Saint-Michel, Betchat, Mazères, Salies-du-Salat, Saint-Martory. En remontant vers le nord, la division « Das Reich » signera son passage à Oradour et à Tulle.

Le débarquement des Franco-Américains en Provence (15 août 1944) accélère l'évolution. Pour éviter que ses troupes ne soient prises au piège qui peut se refermer sur elles, le commandement supérieur allemand leur donne, dès le 17 août, l'ordre d'évacuer la ville pour tenter de rejoindre la vallée du Rhône. Les premières unités allemandes quittent Toulouse dans la journée du 18 août. Cette évolution rapide de la situation incite le colonel Ravanel à signer l'ordre d'opération n° 7 ordonnant à tous les maquis,

mis en alerte maximale depuis la veille, de converger vers Toulouse. Le but est d'interdire aux Allemands de fuir en les privant du centre routier et ferroviaire essentiel que Toulouse représente. Dans la nuit du 18 au 19 août, les nouvelles autorités sont mises en place, conformément aux dispositions minutieusement préparées dans la clandestinité. Limogé, le Préfet de Vichy est remplacé par le Commissaire de la République. Ce devait être Jean Cassou. Mais celui-ci, grièvement blessé dans la nuit, est remplacé au pied levé par Pierre Bertaux. Dans la matinée du 19 août, Toulouse est en état d'insurrection. Des barricades s'élèvent dans certains quartiers de la ville où arrivent les premières forces maquisardes en particulier le maquis de Saint-Lys qui entre dans



Toulouse par l'avenue de Bayonne (aujourd'hui avenue de Grande-Bretagne) et subit de durs accrochages place Saint-Cyprien et au Pont neuf. Malgré les risques, ces maquisards sont accueillis avec enthousiasme par la population. Les Allemands, qui fuient en désordre, incendient avant de partir les Magasins généraux, les archives de la Gestapo, les installations et la poste de Saint-Aubin, ainsi que certaines installations sur les aérodromes de Blagnac et de Francazal. Leur plan de destructions échoue à la Cartoucherie et à la Poudrerie. Dans la ville, de violents combats se déroulent. Mais les FFI prennent peu à peu le contrôle de la situation au pont Saint-Michel et à la gare Matabiau où Pierre Bénech participe à de très dures actions menées par le commando Malgouyre de la S.N.C.F. Dans l'après-midi, les FFI libèrent les détenus de la prison Saint-Michel parmi lesquels André Malraux (Colonel Berger) arrêté par les Allemands à Gramat dans le Lot le 22 juillet 1944. À la fin de la journée, les FFI sont maîtres de la ville. Leurs pertes – 37 morts officiellement reconnus – attestent de la violence des combats. Mais, en deux jours, ils ont fait près de 12.000 prisonniers dans la région de Toulouse.

Au lendemain de la Libération de la ville, le premier geste des nouveaux responsables est de reconnaître l'autorité du Gouvernement provisoire et du C.N.R, en plaçant leur action dans le cadre du « Programme d'action de la Résistance », défini en mars 1944, programme qui instaurait une véritable démocratie républicaine, économique et sociale. Mais de très graves difficultés surgissent rapidement alors que les liens avec Paris ne sont pas toujours faciles à établir. Serge Ravanel parlera « de problèmes d'une ampleur terrifiante ». Sur le plan de la vie quotidienne, en raison de la situation des transports qui restent longtemps très perturbés par l'état des réseaux et le manque de matériel et de carburant, l'acheminement du ravitaillement et des matières premières reste longtemps très insuffisant. Ces difficultés, compliquées par des problèmes de main-d'œuvre et par le fait que la guerre se prolonge, expliquent la lenteur de la reprise des activités économiques, lenteur qui n'est pas toujours bien comprise par la population. L'hiver 1944/45 sera particulièrement difficile à Toulouse. Sur le plan militaire, sous l'impulsion de Serge Ravanel, doit s'opérer la fusion des différentes unités militaires

Charles de Gaulle et Raymond Badiou sortent du Capitole le 16 septembre 1944 - collection privée

de la Résistance, FFI et Corps francs, et des meilleurs éléments de l'Armée traditionnelle. Progressivement, cette armée nouvelle va être envoyée au combat. La plupart des forces FFI et des unités d'aviation reconstituées à Blagnac, en particulier le Groupe Dor, sont acheminées sur le front de l'Atlantique face à la poche de Royan. Intégré dans la 1^{ère} Armée du général de Lattre de Tassigny, le Corps franc Pommiès, qui a joué un rôle important dans la libération de Cahors et de Montauban avant de combattre dans la région de Tarbes, contribuera à la prise d'Autun puis aux combats dans les Vosges et en Alsace. Devenu le 48^e Régiment d'infanterie, il franchira le Rhin et occupera Stuttgart, le 2 avril 1945.

Le 16 septembre 1944 vers 10 heures du matin, le Général de Gaulle, arrivant de Marseille, atterrit à Blagnac où il est accueilli par Pierre Bertaux et Marcel Doret, le responsable de la remise en service de l'aérodrome. La foule, massée place du Capitole et dans les rues adjacentes, attend depuis des heures. On chante des chants patriotiques comme le « Chant des Partisans ». On hurle des slogans : « Laval. Douze balles ! » ou « Pétain Assassin ! ». Dans un angle de la place, un groupe de Républicains espagnols conspuent Franco : « Au poteau, Franco ! » (souvenirs personnels de l'auteur). Lorsque le Général apparaît au balcon de l'Hôtel de Ville, une formidable ovation monte vers lui. Son discours, qui se termine par une envolée très gaullienne – « Je vous ai vus et vous m'avez vu. N'est-ce pas que nous sommes bien d'accord pour aller où nous voulons aller, pour y aller ensemble, fraternellement, Français et Françaises, les mains dans les mains ? » – est salué par de frénétiques applaudissements avant que la foule ne reprenne avec lui la Marseillaise. Mais lors de la réception qui suit au Capitole, réception au cours de laquelle le Général reçoit les principaux responsables de la Résistance toulousaine, les doutes puis l'amertume se développent car, selon la formule de Pierre Bertaux, le Général « considérait alors qu'avec la Libération la page était tournée. Il fallait refaire l'unité de la Nation... et, pour cela, renvoyer dans le rang les Résistants et la Résistance elle-même ». Beaucoup de Résistants toulousains ne pardonneront pas au Général, qui ne les a même pas remerciés au nom de la France, cette attitude.

BIBLIOGRAPHIE

GOUBET (Michel), DEBAUGES (Paul). « Histoire de la Résistance : Haute-Garonne ». Toulouse ; Milan ; 1986.

RAVANEL (Serge). « L'esprit de Résistance ». Paris ; Seuil ; 1995

WEIL (Henri), RAVANEL (Serge). « Les valeurs de la Résistance ». Toulouse ; Privat ; 2004.

Nombreux articles dans la Revue B.Q.H. En particulier dans le n° 39. « Pierre Bénéch. Un Résistant atypique ».

[FONDS PHOTOGRAPHIQUE DIEUZAIDE]

MAIRIE DE  **TOULOUSE**
www.toulouse.fr